

Climat électoral délétère : préparer la suite

La séquence électorale entame sa dernière ligne droite dans un climat délétère dans lequel il est bien difficile de maintenir dans l'agenda politique les questions de solidarité, d'égalité, de partage des richesses et de défense des services publics.

Eclaboussées par les affaires d'emplois fictifs, la droite et l'extrême-droite multiplient les surenchères sur le terrain xénophobe et sécuritaire. Les candidats issus de la gauche gouvernementale tentent, eux, de faire oublier le bilan calamiteux du quinquennat qui s'achève.

L'extrême-droite est en passe de marquer un nouveau progrès électoral malgré les affaires. Donnée le plus souvent largement en tête au premier tour, elle est portée par un mouvement de fond qui dépasse le simple cadre hexagonal et qui s'est exprimé lors du référendum sur le Brexit et plus encore lors de l'élection de Trump.

Dominée par la rhétorique raciste et nationaliste habituelle, la campagne du FN se place aussi sur le terrain du protectionnisme et de la défense des ouvrier-e-s, des pauvres et des exclu-e-s, victimes des politiques d'austérité de ces cinq dernières années.

Il faut s'attacher à faire tomber les masques, mettre en lumière l'imposture sociale du FN.

Loin d'offrir une issue aux classes populaires, le FN s'en prend aux plus faibles pour mieux servir ceux qui ont déjà tout. Mais il reste à en convaincre tous ceux et celles qui peuvent l'être, à l'heure où les intentions de vote pour Marine Le Pen dans la Fonction publique atteignent des scores inédits.

Dans ce contexte, le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit trouver les moyens de faire entendre ses exigences et préparer les luttes qui seules permettront d'imposer d'autres réponses que celles des tenants de l'ordre libéral ou que celles des partisans d'un repli national.

Nul besoin en effet d'attendre les résultats des élections présidentielles et législatives pour savoir que les services publics – école en tête – ne seront pas une priorité des années à venir.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

8 mars : « Repolitiser la journée des femmes »

Cette année, des organisations de plus de cinquante pays ont adhéré à l'initiative de la Grève internationale des femmes, en réponse à la violence « sociale, légale, politique, psychologique et verbale que les femmes subissent sous toutes les latitudes ». L'idée d'organiser les manifestations du 8 mars de manière coordonnée est née en Pologne, après la manifestation du 3 octobre 2016, quand des milliers de femmes vêtues de noir ont décidé de faire grève pour protester contre un projet de loi visant à interdire totalement l'IVG. Les organisatrices de la Women's March se sont ralliées au mouvement pour « repolitiser la journée des femmes ».

En France, le ralliement à cette action internationale était plus qu'évident devant la réalité des chiffres : les femmes sont payées 26 % de moins que les hommes, c'est comme si elles s'arrêtaient de travailler tous les jours à 15h40. Ainsi, 35 associations féministes, syndicats (CGT, FSU, Solidaires), ONG et organisations de jeunesse les ont appelées à quitter leur lieu de travail à 15h40 ce mercredi 8 mars.

La première grève massive des femmes connue a eu lieu en Islande, le 24 octobre 1975. Ce jour-là, entre 90 % et 95 % des femmes se sont mises en grève pour manifester contre la double journée de travail (professionnel et domestique), paralysant littéralement le pays. Aujourd'hui, même si des inégalités persistent, l'Islande est en tête des classements mondiaux en termes de parité femmes-hommes.

Ainsi, malgré le constat inquiétant du recul mondial des droits des femmes, cette journée d'action est très encourageante : la repolitisation du 8 mars et l'appel à la grève augurent des luttes féministes âpres et déterminées. Faisons de cette première grève internationale des femmes le début d'un combat émancipateur plus large et radical !

Clémence GELIN, Collège G. Courbet, Gonfreville l'Orcher.

Stage de l'Ecole émancipée 76/27 jeudi 18 mai au Havre maison des syndicats (Franklin)

Le matin, nous réfléchirons ensemble à la période particulière que nous serons en train de vivre, après la présidentielle et avant les législatives avec Julien Rivoire.

L'après-midi sera consacrée à l'Education. Elisabeth Bautier (chercheuse en sciences de l'éducation) essaiera de répondre à la question suivante : comment mettre en place des pratiques non discriminantes pour mettre l'école à la portée des élèves issus des milieux populaires?

Attention, en raison des vacances de printemps, vous avez jusqu'au 7 avril pour déposer votre demande d'autorisation d'absence.

Pour s'inscrire, écrire à :
Jean-Baptiste Bardet : jbbardet@gmail.com

POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr
annedesj@orange.fr

ROUEN

pierre.berche@univ-rouen.fr

PONT-AUDEMER
LOUVIERS

pascal.adams@wanadoo.fr
philippe.thouement@wanadoo.fr

La priorité au primaire ? Des promesses et... une situation dégradée.

36 postes attribués au 76, mais, à l'heure actuelle, 99 fermetures de classes contre 36 ouvertures... Encore une fois l'insuffisance des créations de postes, au regard des promesses faites comme à celui des besoins réels des écoles aboutira à une carte scolaire au solde largement négatif.

La logique de mise en concurrence des besoins constitue encore une fois le cadre de cette carte scolaire. Ainsi l'extension des dispositifs « Plus de Maîtres Que de Classes » à l'ensemble des écoles élémentaires d'Éducation Prioritaire se fait ici au prix de fermetures de classes ou de refus d'ouvertures.

Or la question des effectifs, si elle n'est pas la seule, reste centrale pour l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail de nos collègues. Et sur cette question (comme sur d'autres), la priorité affichée au primaire aura non seulement échoué à apporter des améliorations mais aura même provoqué la dégradation de la situation.

Le bilan est brutal. Les effectifs moyens par classe dans le département sont passés de 23,39 en 2012 à 23,67 en 2016 (22,85 en 2009). Et malgré les discours, l'Éducation Prioritaire n'a pas fait exception : de 21,88 en 2012, la moyenne est aujourd'hui montée à 22,32 (20,14 en 2009).

Dans le cadre de cette concurrence imposée par la pénurie et choisie par le gouvernement, la hiérarchie de l'Éducation nationale a pu continuer d'opposer dans la course aux postes école élémentaire et école maternelle, Éducation Prioritaire et milieu « favorisé », rural et urbain... Aucune rupture, donc, avec la période sarkoziste, et, comme toujours, un jeu où tout le monde perd !

Thomas AUDIGIER, Ecole élémentaire Jean Jaurès, Le Havre.

Au sujet de l'intégration des élèves handicapés...

Comme dans beaucoup d'autres collèges, L'Oiseau Blanc accueille une ULIS. Mais celle de notre collège est particulière en ce sens qu'elle accueille des élèves souffrant de handicaps physiques, tels des dyspraxiques. Ces élèves sont entièrement intégrés dans les classes et passent le brevet des collèges, poursuivant ainsi une scolarité normale. Cependant, et c'est là que se trouve le nœud du problème, la DOS les ignore totalement dans les effectifs des classes. Certes le collège reçoit une dotation pour permettre à l'enseignante qui s'en occupe de les aider au mieux dans leur quotidien, et c'est loin d'être facile ! Mais lorsque les dotations arrivent, ces élèves ne sont pas comptabilisés dans les classes : on doit donc les ajouter en plus aux effectifs de chaque classe. C'est faire de ces élèves des élèves fantômes ! C'est ne pas considérer qu'ils ont besoin d'heures avec la PE pour pallier certaines difficultés mais qu'il FAUT également les compter dans les effectifs des classes !

En ne faisant pas cela, la DOS semble considérer qu'intégrer les élèves handicapés consiste dans le simple fait de leur ouvrir le collège...

C'est pourquoi, tous les ans, nous réclamons que les élèves de l'ULIS soient comptabilisés dans nos effectifs, et ce, d'autant plus cette année, qu'on veut nous supprimer deux classes. Nous avons déjà rencontré la députée et ministre E. Grelier à ce sujet qui a exposé notre situation à Vallaud Belkacem... Nous n'allons pas en rester là et ferons tout notre possible pour que l'accueil des élèves handicapés ne se fasse pas que sur le papier !

Nolwenn PONTOIZEAU, Clg L'oiseau blanc, Criquetot l'Esneval.

19 mars, en marche pour la justice et la dignité !

Adama Traoré, Théo Luhaka, Zyed Benna, Bouna Traoré... et toutes les autres, la liste des victimes des violences policières continue de s'allonger.

C'est dans ce contexte qu'une marche pour la justice et la dignité est appelée le 19 mars à Paris, à l'origine par les familles des victimes, rejointes par de nombreuses associations antiracistes, partis politiques et organisations syndicales.

Et pendant ce temps, les députés approuvent à l'Assemblée le projet de loi sur la « sécurité publique », qui, entre autres, élargit les possibilités de tirer pour la police...

C'est dans un climat où les discours racistes sont banalisés, où les musulman-es sont particulièrement stigmatisés, que ces violences interviennent.

La mise en place de l'Etat d'urgence et sa prolongation accentuent encore les politiques sécuritaires et les attaques contre les droits démocratiques, la violence de la répression pendant les mobilisations contre la loi travail nous ont montré que personne n'est à l'abri.

La façon dont sont traités les migrant-es, mais aussi la répression contre ceux et celles qui les soutiennent, ne fait qu'accentuer ce climat. Pour une réelle égalité des droits et une justice pour tou-te-s, pour combattre tous les racismes et les discriminations nous défilerons le 19 mars aux côtés des familles.

Les militant-es de l'École Émancipée ont œuvré pour que la FSU appelle à cette marche, ce qui est aujourd'hui le cas. Il faut maintenant inscrire cet appel dans la réalité, en faisant en sorte que cette mobilisation soit la plus large possible. Dans cette campagne électorale où les candidat-es font assaut de propos sécuritaires, c'est une autre voix que nous devons faire entendre, celle de tous ceux et toutes celles qui veulent une société basée sur l'égalité des droits.

Stéphanie RIO, École maternelle Mont Lecomte, Le Havre.

Unité syndicale pour lutter contre l'extrême-droite.

Le jeudi 9 mars, 120 personnes ont assisté au Havre à l'initiative intersyndicale (CGT-FSU-Solidaires) contre l'extrême-droite. Pour les organisateurs qui avaient invité ATTAC, l'AHSETI, VISA et Ras-le-Front, il s'agissait à la fois de « décortiquer » le programme du FN et de dénoncer les impostures qu'elles soient sociales ou économiques. Les intervenant-es ont insisté sur le « socle commun » du FN que sont le racisme, l'islamophobie, le sexisme et la xénophobie et mis en lumière sa stratégie attrape-tout. En effet certaines mesures économiques en faveur des PME (diminution du taux d'imposition, abrogation des 35h...) figurant dans les 144

propositions de Marine Le Pen sont contradictoires avec les aspirations d'une partie de l'électorat ouvrier du FN qui réclame le maintien d'une protection sociale (certes réservée aux seul-es Français-es). En conclusion, il a été rappelé qu'au delà de la démagogie du FN, c'étaient les politiques libérales menées depuis des années qui permettait au FN de faire la course en tête.

Alain PONVERT,
Le Havre.

RÉUNION PUBLIQUE

« le Front National
le pire ennemi
des jeunes et des
salarié-E-s »

Conférence - débat avec **Luz MORA**
(Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes)

Judi 16 mars à 18h30
à la Maison de l'Université
de Mont-Saint-Aignan (salle
divisible nord)

